



Food and Agriculture organization of the United Nations

Terms of Reference for National Project Personnel *

Name:	...		
Job Title**:	Consultant National Juridique et Réglementaire		
Division/Department:	FAO/SFC		
Programme/Project Number:	TCP/GAB/4001/C1 (752519) Etude de marché sur la digitalisation des chaines de valeur agricole		
Duty Station:	Gabon		
Expected Start Date of Assignment:	...	Duration:	30 Jours ouvrables étalés sur 6 mois
Reports to:	Name : <i>Atman MRAVILI</i>	Title:	Coordonnateur sous-régional pour l'Afrique centrale (CSR-SFC)

* Please note: If this TOR is for Consultant / PSA.SBS contract, the minimum relevant experience required **for the assignment** is as follows:

1 year for a category C

5 years for a category B

12 years for a category A

** Please enter a short title (max 25 chars) for this assignment.

General Description of task(s) and objectives to be achieved

Cadre organisationnel

Si l'agriculture au Gabon dispose d'un potentiel important au regard de ses atouts naturels, elle ne contribue que marginalement à la création de richesses. La production nationale est faible et ne couvre pas la totalité des besoins alimentaires et nutritionnels de la population. L'activité agricole s'articule essentiellement autour de quatre types de cultures à savoir les cultures maraichères, fruitières, de rente et vivrières. L'essentiel de la production vivrière est, par ailleurs, autoconsommé et issu des exploitations traditionnelles. Cette production vivrière est également issue des petites surfaces qui sont faiblement mécanisées et l'utilisation d'intrants performants y est marginale. On note aussi des faibles capacités techniques des acteurs, résultats de l'inefficacité du système d'appui-conseil national. Sur un autre plan, l'utilisation des technologies de communication incluant le paiement numérique au niveau des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques, n'est pas encore promue sur le territoire national.

La nécessité d'engager des réformes et des actions pour atténuer l'effet de ces contraintes, se pose avec acuité et passe par le renforcement des capacités théoriques et pratiques des acteurs dans la perspective d'augmenter durablement la production agricole nationale à travers les filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques. L'amélioration de la productivité et des conditions de travail des petits agriculteurs deviennent ainsi des enjeux de premier plan. La numérisation, un secteur foisonnant d'offres de services et d'outils nouveaux est une opportunité pour répondre aux enjeux économiques, écologiques et sociaux qui entravent le développement agricole et rural.

Pour répondre à ces défis, la FAO et l'UNCDF projettent de réaliser une étude de marché digitalisation de l'agriculture au Gabon. Plus spécifiquement, l'étude vise à (i) comprendre les opportunités d'impact de la finance numérique sur les chaînes de valeurs

agricoles au Gabon ; (ii) faire un état des lieux des financements des chaînes de valeurs agricoles au Gabon pour pouvoir à terme, répondre à la problématique de l'accès au financement par le biais de la finance numérique et (iii) établir des recommandations des chaînes de valeurs les plus pertinentes en proposant des scénarios d'implémentation. Le recrutement par la FAO, d'un Consultant National Agronome s'inscrit dans le cadre de cette étude.

Sous la supervision générale du Représentant de la FAO au Gabon, de la supervision directe du Fonctionnaire Technique en charge de la Production et Protection des Plantes au niveau de SFC et en étroite collaboration avec l'Assistant Programme du Représentant de la FAO au Gabon et des autres consultants impliqués, les missions du consultant national sont les suivantes :

- Réaliser une revue documentaire des différents textes de lois en rapport avec les services financiers, incluant les systèmes de paiement, et non-financiers numériques applicables et en vigueur en République Gabonaise et dans la zone CEMAC ;
- Procéder à une analyse approfondie du cadre réglementaire et légal applicable en République Gabonaise et dans la zone CEMAC en lien avec la finance numérique agricole en identifiant les freins réglementaires et les gaps éventuels en matière d'encadrement d'activités de mise en œuvre de solutions innovantes dans le domaine de l'agriculture ;
- Mener une revue sur le cadre juridique de la numérisation des chaînes de valeurs agricoles et un exercice de benchmarking sur les expériences actuelles et passées, pertinentes, menées dans la zone CEMAC et dans d'autres régions d'Afrique ;
- Contribuer au rapport de l'étude de marché en développant et formulant des recommandations stratégiques sur la faisabilité juridique et réglementaire de mise en œuvre de la (des) solution(s) pré-identifiée(s) de numérisation des chaînes de valeurs agricoles au Gabon ; sur la faisabilité juridique et réglementaire de partenariats (techniques, financiers, autres) potentiels, nécessaires à la mise en œuvre de la (des) solution(s) pré-identifiée(s) de numérisation des chaînes de valeurs agricoles ; sur la manière de surmonter les obstacles empêchant l'amélioration du cadre légal et de l'environnement réglementaire relatif à la numérisation des services dans le secteur agricole ;
- S'acquitter d'autres tâches selon les besoins.

Key performance indicators

Résultats attendus

- Une note synthétique présentant cadre réglementaire et légal applicable en République Gabonaise et dans la zone CEMAC en lien avec la finance numérique agricole ;
- Un rapport de faisabilité réglementaire et légal de solutions de numérisation des chaînes de valeurs agricoles, incluant les freins réglementaires en matière d'encadrement de la mise en œuvre de telles solutions, ainsi que le benchmarking d'expériences étrangères et les leçons apprises ;
- Une liste de recommandations sur l'amélioration de l'environnement réglementaire en particulier en ce qui concerne la modernisation du secteur agricole en général et sur les systèmes de paiement numérique en particulier, sur les facteurs clés de succès de partenariats à développer en vue de la numérisation des chaînes de valeurs agricoles ;
- Un rapport final intégrant les amendements de la FAO et d'autres parties prenantes impliquées.

Required Completion Date:
20/01/2025 au 30/07/2025

Qualification, expérience professionnelle, compétences et connaissances requises

- Avoir un Diplôme universitaire de niveau BAC+5 en Droit, Droit des affaires, ou autres domaines apparentés ;
- Avoir une maîtrise de la réglementation et de la stratégie agricole des pays membres de la CEMAC dont le Gabon ;

- Disposer au moins d'une expérience pertinente similaire d'étude de faisabilité réglementaire et légal dans la sous-région ou zone CEMAC, ou dans l'un des domaines d'activité de la FAO au Gabon ;
- Bonne connaissance du contexte et des problématiques des filières agricoles au Gabon ;
- Excellente capacité de synthèse et de rédaction ;
- Excellente autonomie de travail ;
- Maîtriser le Français (oral et écrit), avoir une bonne connaissance de l'anglais ;
- Être capable de partager convenablement les informations avec les autres membres de l'équipe multidisciplinaire ;
- Disposer d'une bonne compétence dans les applications courantes de logiciel de Bureau (Word, Excel, Power Point etc...) ;
- Être capable de travailler sous pression ;
- Être capable de travailler en équipe à l'intérieur et à l'extérieur de la FAO.

Le dossier de candidature comprendra une Lettre de motivation accompagnée d'un CV et seront déposés au plus tard le vendredi 24 janvier 2025 à 14H00 au Bureau de la FAO sis au Pont de Gué Gué en face du Conseil Economique et Social, ou par e.mail : FAO-GA@fao.org

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.